

LE COURRIER CATALAN

GAZETTE D'INFORMATION BI-MENSUELLE

Rédaction et Administration : 71, Rue de Rennes, Paris (VI^e)

Abonnement Annuel : France : 35 fr. — Etranger : 50 fr.

3^e ANNEE | N° 45 |

16 MARS 1926

NOUVELLES DE LA QUINZAINE

L'AFFAIRE DU BARREAU DE BARCELONE. — La presse française a déjà annoncé la révocation en masse du Conseil de l'Ordre de Barcelone. C'est là une nouvelle atteinte à la liberté professionnelle et aux prérogatives du pouvoir judiciaire. Avec cette révocation, le Directoire a voulu, une fois de plus, atteindre les sentiments patriotiques des Catalans. On lira, dans la Lettre de Barcelone que nous insérons aujourd'hui, d'autres informations sur ce sujet.

LA QUESTION MAROCAINE. — De nouveau, les Espagnols se font battre au Maroc. D'après une dépêche du Daily Telegraph du 10 mars, au cours d'un engagement autour de Tétouan, les Espagnols auraient perdu 400 hommes. On embarque des troupes à destination du Maroc, dans les ports les plus importants, notamment à Barcelone et Malaga. Pendant le mois de mars, plus de 17.000 hommes sont attendus à Melilla.

LA JUSTICE EN ESPAGNE. — Un innocent serait menacé d'exécution. Nous lisons dans le Quotidien du 11 courant : « On se rappelle le meurtre de l'archevêque de Saragosse, le 4 juin 1925, meurtre que d'aucuns imputent à une vengeance privée. Car on reprochait au prélat — qui faisait des opérations financières — de se montrer trop âpre vis-à-vis de ses débiteurs. Un syndicaliste, Rafael Torres, fut condamné à mort comme coupable de l'assassinat. Et nombreux sont, dans la Péninsule, ceux qui proclament son innocence. Le procès n'avait rien prouvé contre lui. Rafael Torres sera-t-il exécuté, alors que ses accusateurs n'ont pas pu justifier leurs affirmations? Le Comité de défense sociale, qui expose les faits dans une note, annonce qu'un prochain meeting aura lieu à Paris pour mettre sous les yeux du public les pièces de cette affaire. »

CONTRE LA CULTURE. — M. Marcell Boixader, prêtre, exilé dans la haute montagne catalane pour ses idées séparatistes, avait réussi à créer, dans le hameau où il avait été confiné, une école catalane. Le gouverneur de Barcelone a sommé le prêtre catalan de clore son établissement d'enseignement. Outre ce fait, on signale la menace qui pèse sur le groupe scolaire Pierre Vila i Codina, de Barcelone, dont les travaux de construction furent interrompus par les agents du Directoire. D'après les dernières informations reçues, la municipalité de Barcelone se déciderait à terminer les travaux, mais pour affecter l'édifice à une caserne de sapeurs-pompiers. Le « Cercle de Lecture », de Montblanc, a été clôturé d'ordre du gouverneur de Tarragone. Ce même gouverneur a empêché les conférences annoncées à Valls, pour le carême, parce qu'elles devaient être données en langue catalane.

CONTRE LA PRESSE. — Ont subi des punitions, entre autres, les journaux La Protesta, de Barcelone, qui a été suspendu, et Las Noticias et El Progreso, de Barcelone, ainsi que Aires de la Conca, de Montblanc, qui ont été frappés d'amende. Deux journaux humoristes barcelonnais ont été empêchés de paraître à cause des difficultés que leur avaient suscitées les censeurs.

PERQUISITIONS ET DÉTENTIONS. — La police espagnole se livre, en Catalogne, et notamment à Barcelone, à des perquisitions chez les séparatistes. On fait des détentions tous les jours. Le public en est seulement informé par les feuillets clandestins que les Catalans font circuler profusément.



Le même chien, avec un collier différent ! (De Carteles, de la Havane).

PETITS EXEMPLES D'UN GRAND MAL

Quand donc l'éducation des gens cultivés serait-elle faite? Il a fallu longtemps pour que l'on sût qu'il existait une Irlande. Nous ne désespérons point de faire comprendre un jour à nos confrères et à nos contemporains qu'il existe aussi une Catalogne, très différente de l'Espagne. Nombre d'écrivains, pourtant chargés de la mission d'instruire leurs lecteurs, l'ignorent encore. Et l'enseignement officiel n'est pas moins défaillant à cet égard. Peut-on se permettre d'en appeler, à ce propos, à M. le ministre de l'Instruction publique, universitaire éminent? J'en doute, car l'Université aime la simplicité facile de l'uniformité en toutes choses. D'où le goût des Français, en général, pour les généralisations un peu arbitraires...

Mais là n'est pas notre sujet. Si nous ne savons pas la géographie, c'est qu'on ne sait pas nous l'enseigner. Il en sera ainsi tant que l'enseignement sera imparté à des pédagogues fonctionnaires, plus soucieux de leurs maigres traitements que de vérité. Mais l'on s'étonne à meilleur droit, quand on entend des gens sachant voir et comprendre, accumuler les confusions les plus comiques. J'ai souvenir de m'être pris de querelle, un jour, avec un de nos confrères les plus notoires, à son retour d'une mission officielle à Prague. Il était devenu soudain tout furieux parce que je lui parlais des Slovaques. Il n'avait pas compris que la République dont M. Benès est le héros, s'était formée de deux nationalités bien distinctes : la Bohême des Tchèques et la Slovaquie...

L'autre jour, j'écoutais une causerie publique agrémentée de musique prononcée par un pianiste célèbre, M. Lortat, à son retour d'Espagne. M. Lortat parlait de la musique espagnole. Il décrivait la splendeur barcelonaise. Il vantait l'intellectualité de Barcelone sans comprendre qu'il ne parlait plus du tout de l'Espagne. Il s'était enthousiasmé sans se rendre compte des différences profondes qui opposent les deux pays. Voulant faire l'éloge de l'Espagne, il ignorait qu'il prononçait le panegyrique de la Catalogne artistique. Et ses auditeurs, tout comme lui, s'imaginaient voir Primo de Rivera chef d'orchestre d'un pays de musiciens, ou Alfonso souverain d'un peuple d'artistes et de savants.

Et oyez parler à Frédéric Lefèvre M. Paul

Valéry de la Catalogne. Il a été admirablement reçu dans ce pays éblouissant. Il le dit. Il apprécie à sa valeur le foyer de culture barcelonnais. Mais cet ami si sincère des Catalans en est encore à ignorer que la Mancomunidad a été dissoute par le plus bête des tyrans le 15 mars 1925. Occupé par de hautes spéculations, ce poète est excusable. Mais que penser de son interlocuteur, ce brave M. Frédéric Lefèvre, journaliste de métier, qui ne rectifie même pas l'erreur? On lui dirait que le Conseil des Dix est responsable de l'assassinat de Matteotti, ou que Mustapha Kemal est l'homme des Arméniens, qu'il le croirait, ce journaliste accompli.

Petits exemples, soit. Le mal est plus grand. Il a un nom : l'ignorance. Et voilà pourquoi je pense que les Catalans ont encore beaucoup à faire pour instruire la France de leur existence, de leurs malheurs, et de l'excellence de leur cause. La plupart de mes compatriotes (je le dis sans fierté) ne comprennent pas ce qu'on leur veut dire quand on leur parle de la Catalogne...

— Ah ! oui, en Espagne... Parlez-leur plutôt de cinéma ou des hémorroïdes de M. Sylvain ! Ça, oui, ils comprennent. Et je ne conçois pas que l'on n'ait pas encore songé à leur offrir des films catalans, à la mesure de leur esprit. Des films, des romans-feuilletons, que sais-je? Il faut savoir se mettre à la portée du public que l'on veut instruire.

Je suggère à mes amis de partout ces idées un peu simples, mais à l'efficacité desquelles je crois, parce que les mouvements de sympathie populaires seuls convainquent les parlementaires et les hommes de gouvernement. Il faut savoir attirer l'attention de ces gens, trop souvent incapables de songer à ce qui n'intéresse pas directement l'électeur. Donc, il faut intéresser l'électeur.

Donc... cinématographe et feuilletons. De la sorte, quand un conférencier dira de trop grosses bêtises, son public pourra protester. Et le conférencier ne récitera pas plus que ce député d'un département agricole qui, rendant compte de son mandat, confondait les génisses avec des bêtes de l'Apocalypse... et qui n'a plus pu reprendre depuis la parole en son village.

F. JEAN-DESTIEUX.

LETTRE DE BARCELONE

Les accusés de Garraf et la Ligue des Droits de l'Homme. — L'affaire du Barreau de Barcelone. — Une nouvelle attaque contre la culture. —

La situation est toujours inquiétante.

D'après des renseignements de source sûre, les tribunaux militaires veulent presser la solution de l'affaire de Garraf. Comme la presse étrangère l'a annoncé, puisque les journaux de la péninsule n'en donnent que les informations émanant des autorités, l'instruction serait toute à recommencer, les inculpés ayant rectifié leurs déclarations en affirmant que s'ils avaient fait quelques aveux, ce n'était que pour échapper aux tourments qu'on leur infligeait.

A ce sujet, il est bon de rappeler l'ordre du jour approuvé par le bureau de la Ligue des Droits de l'Homme de Paris, dans sa séance du 5 octobre dernier, et sur lequel la presse catalane a dû faire le silence. Cet ordre du jour est ainsi conçu :

La Ligue des Droits de l'Homme, considérant que des Espagnols, arrêtés sous l'inculpation de complot contre la vie du roi, sont détenus à Barcelone, où ils subissent sans jugement les traitements les plus rigoureux ; que ces traitements : interdiction de communiquer au dehors, privation intermittente de nourriture, flagellation et bastonnade, marche nus pieds sur de l'alcool en flammes, étranglement des doigts par des menottes à vis, apposition de cercles de fer sur la tête jusqu'à effusion de sang, introduction d'épines de bois entre la chair et les ongles, rappellent la barbarie d'un autre âge, incompatible avec les principes du droit moderne,

Dénonce au monde les cruautés pratiquées par le Gouvernement du Directoire espagnol et demande l'élargissement des détenus.

La fameuse affaire du Barreau de Barcelone, qui était loin d'être finie, a pris des caractères très graves.

Le 6 février dernier, le Directoire espagnol faisait signer au roi un nouveau décret-loi, attribuant au seul gouvernement le droit de désigner les commissions, syndicats et patronats ayant un caractère public ou d'intérêt collectif.

S'appuyant sur ce décret arbitraire, le Directoire vient de dicter une nouvelle ordonnance royale révoquant les membres du Conseil de l'Ordre de Barcelone et les remplaçant par d'autres de son choix. Le Directoire explique dans une note officielle qu'il a communiqué à la presse, que cette mesure a été prise parce que les membres du Conseil de l'Ordre de Barcelone, tous suspects de séparatisme, imposaient leur politique au Barreau.

Cette nouvelle atteinte aux libertés politiques et professionnelles des citoyens a produit une grande sensation à Barcelone, où tous les membres du Conseil de l'Ordre, avec le Doyen, l'ancien Sénateur catalaniste, M. Abadal en tête, sont très estimés.

Outre M. Abadal, les membres du Conseil révoqués sont les suivants : MM. Francesc d'A Ripoll, Albert Bastardas, Josep M. Trias de Bes, Manuel Carrasco, Josep Barbey, Josep M. Vilalta, Casimir Casagran, Victor Blajot, Ferran Valls i Taberner et Isidre Durand.

Le nouveau bâtonnier serait M. Joaquin Dualde. Un nouveau communiqué officieux signale le fait que M. Dualde, qui s'est rendu à Madrid d'urgence, a rendu visite au président du Conseil et au ministre de la Justice. Le bâtonnier a insisté sur son intention de refuser sa nomination, alléguant ses attaches politiques. Le gouvernement a fait remarquer le caractère obligatoire d'une telle nomination, et a signalé la nécessité de mettre fin au problème créé par la résistance du barreau de Barcelone, et d'obéir aux ordres des autorités.

« Le gouvernement, ajoute le communiqué officieux, n'aime pas faire de vaines menaces, mais, le cas échéant, il est fermement disposé à promulguer un décret-loi stipulant que ceux qui refusent d'aider ou de servir l'Espagne perdront leurs droits de citoyens, ainsi que le droit d'exercer leur profession ; ils verront également leurs biens confisqués. »

Primo de Rivera s'est toujours défendu d'être un tyran, mais ses actes sont là pour qualifier et son attitude et ses intentions. C'est encore une nouvelle atteinte contre la liberté et surtout une mesure de répression contre les Catalans.

Il nous faut parler aussi d'une autre affaire non moins symptomatique. On verra par là comment les agents de Primo respectent le droit et la justice. Un patriote catalan décédé en Amérique du Sud, M. Pierre Vila i Codina, céda à la ville de Barcelone quelques millions pour des fins pédagogiques, c'est-à-dire, pour l'édification d'écoles primaires. La municipalité de Barcelone, lorsqu'elle était composée par des membres issus du suffrage universel, réalisa, comme on sait, une œuvre scolaire des plus remarquables. Avec le legs Vila i Codina elle avait entrepris la construction d'un groupe de bâtiments scolaires qui s'appelaient « Groupe Vila i Codina ». Mais au moment du coup d'Etat de Primo, ce groupe scolaire n'était pas encore terminé.

Sous prétexte d'économies — ces économies ont servi à la municipalité dictatorial, pour payer les travaux du Palais Royal de Pedralbes, pour donner des banquetts « patriotiques » et pour remplir les poches des conseillers municipaux nommés par le gouvernement — sous prétexte d'économies, les travaux de tous les groupes scolaires en construction ont été arrêtés. Mais le plus grave, c'est que maintenant, la municipalité de Barcelone va continuer les travaux de construction du groupe Vila i Codina, mais non pas pour le destiner à des écoles, comme ce fut la volonté du millionnaire catalan, mais pour le convertir en une caserne de sapeurs-pompiers. Quelle dérision ! Primo de Rivera a proclamé très haut que l'Espagne a besoin d'écoles. Il supprime, on le sait, toutes celles que construisit la Mancomunitat. Mais son effronterie va plus loin. Il affecte à des casernes, les édifices destinés à devenir des établissements d'enseignement, en faisant fi des volontés testamentaires.

La situation politique est ici presque toujours inquiétante. Outre la gravité de la crise économique qui devient chaque jour plus aiguë, le peuple commence à être exaspéré par les arrestations et poursuites dont il est l'objet. Il ne se passe pas de jour sans que l'on fasse de nouvelles arrestations, aussi bien parmi les séparatistes que dans les milieux ouvriers. La révocation du Conseil de l'Ordre des Avocats a produit, dans les milieux intellectuels et bourgeois, une très pénible impression. On se demande ce que le Directoire osera encore. Les milieux populaires sont très inquiets. On s'attend à des jours de famine et même à une révolte qui pourrait bien se produire si le gouvernement envoie, comme c'est son intention, de nouvelles troupes au Maroc.

On est, peut-être, à la veille d'événements sérieux, pour ne pas dire très graves.

Z.

LES LETTRES CATALANES EN DEUIL

Le poète Joan Alcover est mort

A Palma de Majorque, où il était né le 3 mai 1854, Joan Alcover est mort le 26 février dernier. L'île d'or, qu'il a si bien chantée et dont il est l'une des gloires les plus pures, est en deuil. Et les lettres catalanes le sont aussi, car l'illustre décédé était, après la disparition de Guimerà, le véritable patriarche de la poésie catalane.

M. Joan Estelrich, le jeune essayiste catalan, dont on admire le haut sens critique, vient d'écrire, dans la *Veua de Catalunya*, un émouvant éloge du grand poète disparu. Il dit notamment :

« Les lettres catalanes pleurent le poète, l'orateur, le critique. De l'avis unanime, il était notre premier poète élégiaque, le premier et le seul. Il était un artiste de haute lignée, à l'âme où le classique s'unissait au modernisme, plus viril que Leopardi. Il était le poète tutélaire de Majorque et le chantre des intimités les plus douces et les plus chères. Sans affectation, il fuit la vulgarité ; et sans froideur, il joint la passion à l'harmonie ; et pour cela, il devient un classique, bien qu'il provienne du romantisme. Il est beaucoup plus expressif qu'inventif, et cela encore le rend classique. L'idée et la forme se révèlent ensemble dans son esprit ; nous savons, par ses confidences, que ses poèmes les plus longs mûrissaient petit à petit dans sa mémoire et que le poème n'était écrit que lorsqu'il était complètement terminé. Alors il jaillissait net, pur, parfait ; dans la copie d'Alcover, il n'y a presque pas de corrections. Le poète saisit les secrets les plus intimes de la langue ; il nous en révèle la mystérieuse divinité, et cette divinité artistique a acquis beaucoup d'adeptes à notre foi. En écartant ses poèmes de la première époque, où nous l'admirons particulièrement ; il est élégant et passionné, sévère et gracieux, sobrement ironique et plein d'une émotion sereine ; il se confond avec la terre qui l'a nourri et avec l'âme de cette terre, qu'est la langue. Il est un classique, répétons-le. »

Joan Alcover fit ses débuts, comme poète, dans les lettres espagnoles. Mais il ne trouva son véritable chemin que lorsqu'il se décida à cultiver sa langue maternelle. Parallèlement, étant l'ami et le compatriote d'Antonio Maura, adhérent, pendant sa jeunesse, au parti conservateur espagnol, il eut un rôle politique assez important dans son île natale : il fut conseiller municipal, conseiller général, puis député aux Cortès. Mais il se lassa bientôt de la politique espagnole. Et l'orateur né, l'orateur magnifique qu'il